



**PRÉFET
DE LA MEUSE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Secrétariat Général

**Arrêté préfectoral complémentaire n°2026-180 du 5 février 2026
Coopérative agricole VIVESCIA à Revigny-sur-Ornain**

**Le Préfet de la Meuse,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

Vu le Code de l'environnement ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret du 15 février 2023 portant nomination de Monsieur Xavier DELARUE, Préfet de la Meuse ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2025-2057 du 10 octobre 2025 accordant délégation de signature à M. Christian ROBBE-GRILLET, Secrétaire Général de la Préfecture de la Meuse ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 91-1467 du 30 avril 1991 modifié, autorisant la Coopérative agricole VIVESCIA à exploiter un silo de stockage de céréales sur le territoire de la commune de Revigny-sur-Ornain ;

Vu les déclarations transmises par la Coopérative agricole VIVESCIA au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) :

- la déclaration du 6 novembre 2013 relative aux rubriques 2160-1 (silos plats) et 2160-2 (silos verticaux), avec accusé de réception en date du 26 novembre 2013 ;
- la déclaration d'antériorité du 24 octobre 2018 relative à la rubrique 2175 (stockage d'engrais liquides), avec accusé de réception en date du 14 décembre 2018 ;
- la déclaration du 18 octobre 2019 relative aux rubriques 2160 (séchoirs à gaz), 2260-1 (broyage, criblage, nettoyage, tamisage de produits organiques) et 2910 (installations de combustion), avec accusé de réception en date du 24 octobre 2019 ;
- ainsi que les autres déclarations ICPE régulièrement transmises par l'exploitant entre 2013 et 2019, concernant notamment les rubriques 2710-2 (collecte de déchets non dangereux), 4510 (produits dangereux pour l'environnement aquatique), et leurs mises à jour ultérieures ;

Vu les arrêtés ministériels et les dispositions de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) applicables aux activités exercées sur le site ;

Vu l'étude de danger relative aux installations exploitées à REVIGNY-SUR-ORNAIN par la société Champagne Céréales, remise en date du 2 février 2002, puis complétée les 17 juin 2004 et 19 juillet 2007 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand-Est, référencé LD/538-2025, en date du 16 janvier 2026 ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral porté à la connaissance du demandeur le 27 janvier 2026 ;

Vu l'absence d'observations du pétitionnaire sur le projet d'arrêté préfectoral ;

Considérant que les modifications apportées au classement des installations ne modifient pas la nature des activités, ni le volume global des stockages ou les conditions d'exploitation ;

Considérant que la nomenclature des installations classées a été modifiée depuis la délivrance de l'arrêté préfectoral du 30 avril 1991 et que certaines rubriques doivent être actualisées pour correspondre aux activités effectivement exploitées ;

Considérant que les activités exercées sur le site demeurent inchangées dans leur nature et leur ampleur, et que les conditions d'exploitation n'engendrent pas de dangers ni inconvénients supplémentaires au sens de l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture de la Meuse,

ARRÊTE

Article 1^{er} : Bénéficiaire et portée de l'arrêté

La Coopérative agricole VIVESCIA, dont le siège social est situé 2 rue Clément Ader – 51000 Châlons-en-Champagne, est autorisée à poursuivre l'exploitation de son installation de stockage de céréales et d'engrais, située sur le territoire de la commune de Revigny-sur-Ornain, sous réserve du respect des prescriptions définies au présent arrêté modifiant et complétant les dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 91-1467 du 30 avril 1991.

Article 2 : Classement des installations exploitées

Les rubriques de la nomenclature des ICPE définies à l'article I de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter susvisé sont modifiées de la façon suivante :

Rubrique	Libellé de l'activité	Capacité	Régime
2160-2.a	Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable : 2. Autres installations : a) Si le volume total des stockages est supérieur à 15 000 m ³	Silos verticaux (béton et métallique) : 35 146 m ³	A
2160-1.a	Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable : 1. Silos plats : a) Si le volume total de stockage est supérieur à 15 000 m ³	Silo plat : 66 667 m ³	E
2175	Dépôts d'engrais liquides Engrais liquide (dépôt d') en récipients de capacité unitaire supérieure ou égale à 3 000 l Supérieure à 100 m ³	1 200 m ³	D

2710-2.b	Installation de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719 2. Collecte de déchets non dangereux : b) Supérieur ou égal à 100 m ³ et inférieur à 300 m ³	< 300 m ³	D
4510	Dangereux pour l'environnement aquatique (catégorie 1) 2. Supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 100 t	60 t	DC

A : Autorisation – E : Enregistrement – D : Déclaration – DC : Déclaration avec contrôle périodique

Article 3 : Prescriptions générales applicables

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice des exigences fixées par les arrêtés ministériels suivants, applicables aux installations classées du site :

- l'arrêté ministériel du 23 décembre 1998 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous « l'une ou plusieurs des rubriques n° 4510, 4741 ou 4745 » ;
- l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tous autres produits organiques dégageant des poussières inflammables ;
- l'arrêté ministériel du 27 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 2710 ;
- l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2160 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- l'arrêté ministériel du 5 décembre 2016 relatif aux prescriptions applicables aux installations classées soumises à déclaration au titre de la rubrique 2175.

Article 4 : Maîtrise des risques

Les installations sont exploitées conformément aux hypothèses, données, moyen de maîtrise et de réduction des risques et conclusions des études de dangers visés au présent arrêté.

L'exploitant veille :

- au maintien en condition opérationnelle de ces moyens ;
- à leur intégration dans les procédures d'exploitation, de maintenance et de gestion des situations incidentelles ou accidentelles ;
- à la traçabilité des contrôles, essais et vérifications.

Article 5 : Sanctions administratives

Faute par l'exploitant désigné à l'article 1^{er} du présent arrêté de se conformer aux prescriptions de cet arrêté, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales, des sanctions administratives prévues par l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 6 : Publication

Une copie de cette décision est déposée à la mairie de Revigny-sur-Ornain et peut y être consultée. Elle y fait l'objet d'un affichage pendant une durée minimale d'un mois. Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du Maire.

Le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État en Meuse pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 7 : Voies et délais de recours

En application de l'article R.181-50 du Code de l'environnement, la présente décision est contestable devant le Tribunal administratif de Nancy, 5 place de la Carrière, CO 20038, 54036 NANCY Cédex – Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr :

1° par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication et de l'affichage de la présente décision.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives, ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

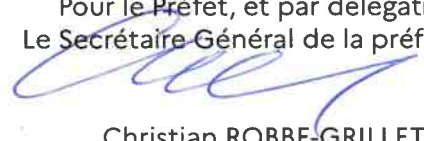
Article 8 : Obligation de notification de recours

Conformément aux dispositions de l'article R.181-51 du Code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur de la décision ainsi qu'à son bénéficiaire mentionné à l'article 1^{er}, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans le délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.

Article 9 : Exécution et information

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meuse, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand-Est et le Maire de Revigny-sur-Ornain sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée, à titre de notification, à la Coopérative VIVESCIA et, à titre d'information, au Directeur du service départemental d'incendie et de secours de la Meuse, ainsi qu'au Directeur départemental des territoires de la Meuse (service environnement), et à la Directrice territoriale de Meuse de l'agence régionale de santé Grand Est.

Pour le Préfet, et par délégation,
Le Secrétaire Général de la préfecture



Christian ROBBE-GRILLET